

Du même auteur

CLÉMENT SÉNÉCHAL

Médias contre Médias

La société du spectacle face à la révolution numérique

Les Prairies ordinaires, 2014

POURQUOI L'ÉCOLOGIE PERD TOUJOURS

ÉDITIONS DU SEUIL
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

mvt
 ↓
 pos^v

[Flanc radical] (A. Nalm)
 +
 [archipel des alternatives]

Les nouveaux victorieux

« Nous ne voulons pas travailler au spectacle de la fin du monde, mais à la fin du monde du spectacle. »

Guy Debord

Les Soulèvements de la Terre

Les Soulèvements de la Terre (SLT) prennent forme en 2021, à l'initiative de plusieurs militants impliqués dans la zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes. La « première saison » de leurs mobilisations commence en mars, avec une phase d'actions qui permet de consolider le mouvement et d'étrenner sa stratégie pour le sauvetage des terres contre l'artificialisation du sol. En mars, ils manifestent à Besançon pour l'abandon ferme et définitif du projet d'écoquartier des Vaïtes, menaçant 34 hectares de jardins populaires, de terres maraîchères et d'espaces naturels. Ils dénoncent « des projets de bétonisation qui avancent sous le signe d'un capitalisme peint

en vert¹ ». Fin juin, ils lancent une semaine de blocages, dans le cadre du « Grand péril express », contre les projets d'infrastructures du Grand Paris. Ils appellent « au démantèlement des grands projets inutiles et au désarmement des infrastructures qui les soutiennent² ».

Les membres des SLT annoncent notamment vouloir sauver les terres du triangle de Gonesse, du plateau de Saclay et des jardins ouvriers d'Aubervilliers. Alors que la ligne politique s'affirme, un premier seuil sur l'échelle de la radicalité est franchi lors de l'assaut lancé contre une usine du cimentier Lafarge située à Gennevilliers, en périphérie parisienne, en coordination avec Extinction Rebellion. Il marque une redéfinition dans le consensus d'action d'un mouvement environnemental : les activistes viennent masqués, accoutrés de combinaisons blanches, dans un geste de clandestinité synonyme d'une adversité non négociable. Ils constituent alors un « white bloc », dérivé du black bloc.

Si cette modalité d'affrontement ne recueille pas l'unanimité de toutes les composantes sur place, certaines franges décident néanmoins de se livrer à du sabotage et dégradent du matériel. Pour contrer les procès en violence, les SLT mobilisent le registre de la défense légitime : il s'agit de « désarmer » matériellement les dispositifs écocidaires du capital industriel et financier qui brutalisent la biosphère. Malgré quelques tensions au sein du vivier militant, l'idée d'une « complémentarité des tactiques » commence à

1. « Contre l'artificialisation des sols, reprendre du terrain », Basta !, 25 mars 2021.

2. « "Grand péril express" : une semaine d'actions contre l'industrie du béton », Basta !, 25 juin 2021.

s'imposer. Une seconde étape est franchie après la réélection d'Emmanuel Macron, avec la ZAD installée fin juin 2022 à La Clusaz contre un projet de retenue collinaire qui risque de déstabiliser l'écosystème montagneux : les médias s'emparent du sujet à partir d'une confrontation réelle avec les autorités locales. Les SLT accèdent progressivement à la lumière.

Mais c'est bien par le truchement de la lutte contre les méga-bassines – des retenues d'eau géantes grâce auxquelles l'agriculture industrielle accapare la ressource – et le rapprochement avec le collectif Bassines Non Merci et la Confédération paysanne que se produit une montée en puissance synonyme de changement d'échelle. À ce moment-là, les SLT parviennent à nouer une alliance offensive avec des paysans. Une première mobilisation à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, à l'automne 2022, réussit l'exploit de réunir plusieurs milliers de personnes en pleine campagne. Rebelote en mars 2023, avec cette fois plusieurs dizaines de milliers de personnes présentes sur les lieux malgré l'interdiction préfectorale de manifester et la radicalité des modes d'action déployés. Les « buts de guerre » l'emportent alors sur les divergences. Une note du service central du renseignement territorial fuite dans la presse : « Les SLT sont [...] parvenus à séduire largement et à rassembler, sur des mêmes actions, des individus aux profils et aux méthodes très éloignés, en procédant à l'articulation de pratiques militantes, pour qu'elles soient complémentaires. »

La répression de la manifestation compte à son bilan environ 240 blessés et 2 personnes dans le coma. Des « armes de guerre » sont utilisées par la police ; plus de 5 000 munitions sont tirées au hasard sur les manifestants en une heure

et demie. La Première ministre Élisabeth Borne, sous l'impulsion de son ministre de l'Intérieur, décide de prononcer la dissolution du mouvement. Les SLT recueillent une vague de soutien gigantesque, mobilisant jusqu'à l'ONU et rassemblant plusieurs milliers de personnes dans toute la France le 21 juin 2023.

Avec des succès concrets à la clé. Le projet de retenue collinaire à La Clusaz est suspendu et une quinzaine de projets de méga-bassines sont annulés en Nouvelle-Aquitaine. En mars 2024, la première bassine d'Île-de-France est démantelée. Les SLT rendent donc à l'écologie des triomphes tangibles. À force de détermination et d'inventivité, ils la sortent des ornières institutionnelles qui l'étouffaient. Ils assument ainsi le fait que l'écologie relève d'une guerre de position : afin de défaire l'emprise économique du capitalisme et dépasser les postures défensives, il faudra bien reprendre la terre, au sens propre, pour gagner. Car c'est elle qui, en satisfaisant les besoins métaboliques essentiels de l'être humain, se trouve au cœur de la reproduction de nos moyens d'existence élémentaires et fonde notre rapport général à l'accumulation matérielle. Dans sa logique même, elle s'oppose donc fondamentalement au régime des besoins artificiels qui motive le pillage et le gaspillage capitaliste. L'agriculture constitue ainsi l'enjeu prioritaire.

Au-delà des SLT, la grande bataille contre l'appropriation capitaliste de la terre et la privatisation générale des ressources prend déjà plusieurs formes concrètes et disséminées. Comme la multiplication des collectifs agricoles où l'on cultive bio pour les circuits locaux, à l'exemple du Jardin de la Croizetière, qui emploie des personnes en réinsertion sociale, à Riantec, dans le Morbihan. Comme la ténacité de Jean-Yves

Ruelloux, éleveur de chèvres en lactation longue, qui suscite les vocations d'une nouvelle génération de paysans opposés à la souffrance animale. Comme les mobilisations locales contre l'ouverture de nouvelles mines de lithium au nom de la « transition énergétique », par exemple à Tréguennec, dans le Finistère. Comme l'organisation de la résistance contre l'implantation des fermes-usines par le RAFU (Résistances Aux Fermes-Usines). Comme la bataille pour devenir majoritaire dans les chambres d'agriculture, qui maîtrisent l'allocation du foncier, comme s'y emploie la Confédération paysanne contre la FNSEA. Comme les nouveaux maraîchers qui s'établissent en autogestion avec l'aide de Terre de Liens. Et tous les autres qui résistent à l'industrialisation de l'agriculture, ou tentent de le faire.

Reprendre la terre pose inexorablement la question de la méthode et du niveau de confrontation. Cela implique nécessairement de s'ouvrir davantage à la complémentarité des tactiques et de problématiser le totem de la propriété privée. Pour citer la théoricienne écoféministe Françoise d'Eaubonne, qui participa elle-même au dynamitage de la pompe hydraulique de la centrale (alors en construction) de Fessenheim, en 1975 : « Le Capital n'évitera pas davantage sa fin violente, quelle que soit la conscience qu'il ait prise de son impossibilité à assumer sa gestion traditionnelle : non seulement propriété privée des sources de production mais encore et surtout type d'exploitation comportant la sur-expansion industrielle et la création systématique de pénurie ; que le Capital soit obligé d'abandonner ce dernier style pour celui de "consommation", aussi mystificateur et détérioré soit-il, et qu'il aborde l'idée démisionnaire de "croissance zéro" est déjà la preuve de la claire conscience qu'il prend de son agonie. Mais le dernier bastion

de son pouvoir, [c'est] la propriété privée des sources de production¹. » Elle ajoute : « Urgence, donc, pour les femmes tout particulièrement, de s'assumer comme partie intégrante de la "contre-violence" [...] en tournant résolument le dos au rêve de "valeurs pacifistes" prétendues propres à leur "nature", tant que [l'] Establishment nous oblige, pour son renversement, à une praxis fondée sur la contre-violence². »

Dans une certaine mesure, les appels au calme et à la non-violence qui quadrillent le répertoire de l'écologie assermentée doivent être questionnés. N'ont-ils pas donné lieu en partie à une écologie inhibitrice, piégée dans ses propres mises en demeure ? N'ont-ils pas rendu l'écologie prévisible, incapable de créer du risque, donc inoffensive ? Si la brutalité illicite de la FNSEA est tolérée par le pouvoir, c'est à la fois parce qu'elle prolonge la sienne, mais aussi parce qu'elle impressionne : elle possède une capacité d'épouvante. Pourquoi les écologistes ne pourraient-ils pas s'approprier cette licence pour eux-mêmes ? La Confédération paysanne le fera, en 2024, lorsqu'elle envahira le siège historique de Lactalis à Laval. Cette effraction sur le terrain s'avère d'autant plus légitime que de nombreuses installations écocidaires, comme les méga-bassines, ne s'embarrassent pas des autorisations légales : l'occupation du sol obéit aussi à la force du fait accompli. Les résultats d'une grande enquête d'opinion, collectés en décembre 2023, montrent en outre que 67 % de la population trouve acceptable de bloquer une entreprise

1. Cf. « Mise au poing », novembre 1977, réédité in Françoise d'Eaubonne, *Contre-Violence, ou la Résistance à l'État*, Éditions Cambourakis, Paris, 2023, p. 197.

2. *Ibid.*, p. 210.

polluante, tandis que 61 % considère légitime d'occuper une zone naturelle menacée¹. C'est la qualité du ciblage qui compte.

S'il est impératif d'ancrer les combats sur le terrain, ils doivent aussi s'inscrire dans un continuum ascendant et nourrir une montée en généralité à même d'atteindre des débouchés politiques plus vastes. Le retour au terrain réalise, la montée en généralité politise. Pour donner une forme de permanence aux changements structurels à opérer, l'écologie doit aussi reprendre le pouvoir institutionnel. Pas de planète durable sans révolution durable. En ce sens, lier l'implication locale à la politique générale s'avère donc indispensable. Le camp social de l'écologie doit *prendre parti*, même quand c'est inconfortable. Substituer par exemple les politico-gestes aux écogestes. Et s'engager là où la puissance d'agir s'accroît, comme Rachel Kéké, ancienne cégétiste victorieuse, ou Alma Dufour, ancienne chargée de campagne aux Amis de la Terre, devenues toutes les deux députées. De même Aurélie Trouvé, devenue parlementaire au même moment, après plusieurs années à la direction d'Attac.

En définitive, l'acquis stratégique le plus prometteur des SLT réside en définitive dans le renversement d'hégémonie qu'il opère au sein du champ environnemental. C'est l'entrée en majorité du « flanc radical ».

Andreas
Malm

1. Cf. « Le militantisme écologiste est-il aussi impopulaire qu'on le pense ? », *The Conversation*, 14 avril 2024.

Corps et arbres contre l'infrastructure

À côté de l'agriculture productiviste, le développement de l'aménagement du territoire constitue l'autre source élémentaire du désastre écologique. En soi, l'industrie des infrastructures, en particulier routières, affiche par exemple une empreinte matérielle absolument démentielle : un mètre d'autoroute, c'est en moyenne 30 tonnes de gravier et 100 m³ de terre déplacés. Un kilomètre, c'est « autant de masse qu'un hôpital... et une surface totale de 10 hectares, souvent prise sur les terres agricoles¹ ». Ou sur les forêts. Ce sont des quantités astronomiques de roches ou de sédiments dont l'extraction déstabilise les cours d'eau et les nappes phréatiques, alimentant des pénuries critiques à l'heure du réchauffement climatique. À quoi il faut ajouter le bilan carbone du secteur des transports routiers, première source d'émissions de gaz à effet de serre en France. Le développement de l'infrastructure encourage aussi une logique d'accumulation infernale, puisqu'elle appelle une hausse du trafic constante, qui elle-même finit par nécessiter de nouvelles constructions dans un cycle de rattrapage sans fin, notamment pour les poids lourds ; c'est donc une part essentielle de notre empreinte matérielle sur une biosphère déjà exsangue.

Dessiné pour relier Castres à Toulouse, le projet de l'autoroute A69 est emblématique de la vampirisation du monde par l'infrastructure. Largement inutile, il consiste à faire longer une route nationale par une nouvelle autoroute, pour environ

1. Nelo Magalhaes, « L'autoroute et le marchand de sable », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.

6 000 usagers par jour – soit nettement moins que la norme – et un gain de temps d'une quinzaine de minutes à peine, avec un péage discriminatoire fixé à une vingtaine d'euros aller et retour pour un tracé de 50 kilomètres : un prix inabordable au quotidien pour les gens modestes. Coût total : 530 millions d'euros pour le concessionnaire, dont 23 millions d'euros de subventions publiques (et 75 millions d'euros en nature discrètement donnés par l'État¹), malgré une enquête publique largement défavorable. À l'origine du projet, le groupe pharmaceutique Pierre Fabre, dont la responsable marketing est la compagne du député Renaissance qui préside la commission d'enquête parlementaire sur le sujet. Parmi les actionnaires du projet, un fonds d'investissement dirigé par un proche d'Emmanuel Macron, Emmanuel Miquel². Parmi les soutiens politiques : le gouvernement, mais aussi la socialiste Carole Delga, présidente de la région Occitanie, de même qu'une partie du RN local.

Le bilan environnemental et social du projet est quant à lui désastreux : environ 500 hectares de terres artificialisées, dont plus de 300 cultivables. Une multitude de zones humides ravagées, des nappes phréatiques endommagées, plusieurs bois rasés, des arbres multi-centenaires abattus, des espèces sauvages chassées de leurs biotopes vitaux, des maisons détruites, des dizaines de paysans expropriés, un petit club de foot rayé de la carte.

1. Cf. « Le contrat de l'A69 révèle le nouvel asservissement volontaire de l'État face aux intérêts privés », Mediapart, 25 avril 2024.

2. Il fut notamment responsable de la collecte de fonds pour sa campagne présidentielle en 2017 et son conseiller économique à Élysée pendant un temps. Cf. « A69 : l'ombre de Pierre Fabre derrière l'autoroute », France Inter, 20 avril 2024.

Avec le collectif La Voie est Libre, implanté localement, les Soulèvements de la Terre s'organisent. D'abord avec ^{alliance} une marche en avril 2023, qui réunit sur place plusieurs milliers de personnes, autour du slogan « A69, sortie de route ». La Confédération paysanne et Extinction Rebellion Toulouse offrent leur concours. Une course de bolides bricolés, propulsés à la seule force des jambes, est organisée dans la joie et la bonne humeur. Des primo-manifestants sont là. Des parlementaires aussi, secondés par des scientifiques du climat reconnus, comme Christophe Cassou, venu exprimer sa colère : « Nous faisons face à une escalade de risques, la multiplication des chaleurs extrêmes, des sécheresses, des pénuries d'eau, des baisses des productions agricoles et, surtout, aux conséquences de l'effet cumulatif de ces événements¹. » De fait, le capitalisme est une économie punitive.

Une seconde mobilisation – « Ramdam sur le macadam » – organisée sur site en octobre 2023, voit l'affluence augmenter. Six cortèges défilent, avec chacun sa méthode, autour des terres de la Crémade, l'une des fermes menacées par le projet. En dépit du harcèlement des hélicoptères de la police, les locaux d'une entreprise de travaux publics sont pris pour cible par une frange plus radicale du cortège. Plusieurs équipements de la société de béton Carayon sont incendiés. Mais cette fois, on remarque un visage émacié, celui de Thomas Brail, en grève de la faim contre l'A69. Ce jardinier municipal a fondé le Groupe national de surveillance des arbres (GNSA), initiateur de nouvelles méthodes de lutte.

1. « Contre le projet d'autoroute A69, dans le Tarn, une manifestation déterminée et dans la bonne humeur », *Le Monde*, 24 avril 2023.

Il faut dire que certaines des ZAD qui fleurissent un peu partout sur le tracé de l'A69 ont une particularité : elles sont en partie perchées dans les arbres. En l'occurrence, la méthode de Thomas Brail fait florès. Un jour l'arboriste-grimpeur apprend que la municipalité de Mazamet (Tarn) compte abattre neuf platanes centenaires. Quand il s'aperçoit que les arguments écologiques et juridiques ne seront pas entendus, il décide d'occuper un arbre et finit par obtenir gain de cause. Le GNSA est alors fondé en 2019. Les « écureuils » se déploient ensuite sur différents fronts de lutte, utilisant leur corps pour bloquer les machines *dans la durée*, comme sur le tracé de l'A69. Avec un certain succès, puisque la destruction de la forêt de la Crémade (rebaptisée « ZAD de la Crem'Arbres ») est finalement suspendue en mars (et jusqu'à septembre 2024 au moins), à la suite de l'audition judiciaire de l'Office français de la biodiversité. Après une quarantaine de jours, les derniers écureuils ~~redescendent~~ sous les applaudissements. Leur force : sortir des logiques du spectacle et rendre leur mobilisation conquérante, en refusant de se laisser intimider par le dispositif répressif. À telle enseigne que l'A69 fait désormais partie intégrante du débat public et l'objet d'un rapport de force important avec le pouvoir. Et au moment où nous écrivons ces lignes, l'État a déjà dépensé 2,76 millions d'euros pour réprimer les opposants à l'A69¹.

1. « 2,76 millions d'euros : le coût de la répression des opposants à l'A69 », *Reporterre*, 2 avril 2024.

L'ennemie principale

En France, l'empreinte carbone moyenne d'un individu appartenant aux 10 % les plus riches est treize fois plus importante que celle des 50 % les plus pauvres, à raison du mode de vie. En dix ans, les 1 % les plus riches ont ainsi émis autant d'émissions en un an que les 50 % les plus pauvres. Au niveau international, les 1 % les plus riches – qui détiennent 43 % de la richesse mondiale – émettent autant de CO₂ que les deux tiers de l'humanité les moins bien lotis. Si l'on va plus dans le détail, on observe par exemple que ces 1 % de la population mondiale représentent 50 % des émissions de l'aviation commerciale.

Déplacements réguliers en jets privés, garde-robe infinie, alimentation excentrique, biens immobiliers incommensurables, voitures et yachts de luxe à disposition, suréquippements techniques, petits tours dans l'espace en fusée privée¹ et autres caprices perpétuels, comme ces demandes en mariage exécutées par des patrouilles aériennes ou la privatisation du château de Versailles, de la tour Eiffel et de l'Opéra Garnier pour les noces d'un couple américain... Et maintenant des bunkers de luxe en Nouvelle-Zélande : l'existence matérielle des plus riches est obscène.

Par la pression terrible qu'il exerce sur les ressources naturelles, leur mode de vie n'est pas universalisable. Dans une

1. Lorsque le 20 juillet 2021, Jeff Bezos, alors l'homme le plus riche de la planète, s'est élevé dans l'espace avec ses trois invités, ils ont émis chacun, en dix minutes, 75 tonnes de CO₂. Soit plus que chaque personne appartenant au milliard d'êtres humains les plus modestes de cette planète en une seule vie.

situation de pénurie générale, il n'a donc plus aucun fondement moral : il doit être éliminé. D'autant plus que ce mode de vie luxueux présente une vitrine attrayante – donc normative – de la surconsommation.

L'ennemie principale, cette classe ultra-dirigeante, ^{nomme} ~~cha-~~ ^{l'ennemi} ~~peute~~ l'économie : elle détient les moyens de production. Or pour atteindre et reproduire son mode de vie privilégié, elle doit orienter l'économie vers l'accumulation excédentaire, c'est-à-dire vers « la croissance ». Elle pousse donc sans cesse l'appareil productif vers une exploitation des ressources natu- relles redoublée. Elle est ainsi également responsable de l'empreinte carbone de l'appareil productif qu'elle dirige. Or si l'on calcule l'empreinte carbone associée non pas au mode de vie en tant que tel (la consommation), mais au patrimoine (la possession), on s'aperçoit que les disparités écologiques entre les couches supérieures et les couches inférieures de la population explosent¹ : le patrimoine des riches émet immensément plus que celui des pauvres. En somme, chaque milliardaire constitue un échec environnemental. Les comptes qui ont

1. Sans prendre en compte les avoirs dits « professionnels », il se trouve que le patrimoine financier des plus riches est responsable d'environ 66 fois plus d'émissions de CO₂ que celui des 10 % les plus modestes en France. Si l'on inclut les avoirs professionnels, alors le patrimoine financier de 63 milliardaires français pollue autant que celui de la moitié de la population française, soit plus que les émissions territoriales du Danemark, de la Finlande et de la Suède réunies. Vingt et un pays (sur 27) ont une empreinte carbone inférieure au sein de l'Union européenne. Et le patrimoine financier des trois milliardaires français les plus riches émet plus que celui d'un cinquième des Français. Ainsi, à elle seule, la famille Mulliez (Auchan) présente une empreinte carbone similaire à 11 % des ménages français, soit plus que tous les habitants d'une région comme la Nouvelle-Aquitaine.

fleuri sur les réseaux sociaux pour exposer les déplacements des milliardaires, tout en calculant l'empreinte carbone associée, sont une excellente manière d'objectiver ce mode de vie séparatiste. Par exemple, le compte Instagram « L'avion de Bernard », devenu très populaire, traquait les déplacements du jet de Bernard Arnaud, jusqu'à ce que le patron du groupe LVMH s'en sépare. Plus tard, Yacht CO₂ tracker prend en chasse le bateau de l'homme d'affaires, lequel aurait émis plus de 120 tonnes de CO₂ en une semaine, au mois d'août, soit l'équivalent d'environ treize ans de CO₂ total d'un Français moyen. Autre cible, François-Henri Pinault, patron de l'empire du luxe Kering, épinglé pour un triple vol (Paris-Rome-Saint-Malo-Paris) en une seule journée, coupable d'avoir rejeté en vingt-quatre heures autant de CO₂ qu'un Français moyen en deux ans. Courroucé, le milliardaire se lance ensuite dans toute une série de changements d'immatriculation pour échapper aux radars.

Ces pratiques jurent avec l'écologie consensuelle qui prétend n'avoir pas vraiment d'ennemi. Elles permettent de lutter *ad hominem*, de pointer la responsabilité des figures du pouvoir, généralement diluées dans le récit d'un « système aveugle » et anonyme, quand elles ne sont pas tout simplement glorifiées dans les récits de la transition. Or, pour ancrer la révolution écologique dans les consciences, il faut bien lui proposer la réalité. Cela ne sert à rien d'énoncer des constats écologiques sans les ramener aux décisionnaires en chair et en os.

À l'heure du ravage écologique, la sobriété doit donc commencer par les plus riches, sans quoi elle est synonyme de précarité. Par conséquent, toutes les revendications qui viennent du camp de l'écologie doivent d'abord s'attaquer

aux privilégiés. S'il faut réduire les émissions du secteur des transports, commençons par demander l'interdiction des jets privés et du tourisme spatial. S'il faut réduire les émissions alimentaires, commençons par attaquer les agro-industriels. S'il faut réduire les émissions liées au logement, commençons par reprendre les résidences secondaires. S'il faut réduire les émissions maritimes, commençons par détruire les super-yachts. S'il faut réduire les émissions industrielles, démantelons l'empire du luxe. C'est le seul moyen d'accroître véritablement l'acceptabilité sociale du répertoire écologique, pour le rendre majoritaire. Le sabotage du golf de Beaumont-Saint-Cyr lors du « Convoi de l'eau », en août 2023, s'inscrit dans cette perspective.

Quitter la route des parvenus

En mai 2022, la grande école AgroParisTech, composante de l'université Paris-Saclay, organise sa traditionnelle remise des diplômes dans une atmosphère solennelle et fébrile. Mais le discours de quelques étudiants vient casser l'ambiance : « Nous sommes plusieurs à ne pas vouloir faire mine d'être fiers et méritants d'obtenir ce diplôme à l'issue d'une formation qui pousse globalement à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours. Nous ne nous considérons pas comme les "Talents d'une planète soutenable". Nous ne voyons pas les ravages écologiques et sociaux comme des "enjeux" ou des "défis" auxquels nous devrions trouver des "solutions" en tant qu'ingénieurs. Nous ne croyons pas que nous avons besoin de "toutes les agricultures". Nous voyons plutôt que l'agro-industrie

mène une guerre au vivant et à la paysannerie partout sur terre. Nous ne voyons pas les sciences et techniques comme neutres et apolitiques. Nous pensons que l'innovation technologique ou les start-up ne sauveront rien d'autre que le capitalisme. Nous ne croyons ni au développement durable, ni à la croissance verte. Ni à la "transition écologique", une expression qui sous-entend que la société pourra devenir soutenable sans qu'on se débarrasse de l'ordre social dominant. AgroParisTech forme chaque année des centaines d'élèves à travailler pour l'industrie de diverses manières : trafiquer en labo des plantes pour des multinationales qui asservissent toujours plus les agricultrices et les agriculteurs, concevoir des plats préparés et des chimiothérapies pour soigner ensuite les maladies causées, inventer des labels "bonne conscience" pour permettre aux cadres de se croire héroïques en mangeant mieux que les autres, développer des énergies dites "vertes" qui permettent d'accélérer la numérisation de la société tout en polluant et en exploitant à l'autre bout du monde, pondre des rapports RSE [Responsabilité sociale et environnementale] d'autant plus longs et délirants que les crimes qu'ils masquent sont scandaleux, ou encore compter des grenouilles et des papillons pour que les bétonneurs puissent les faire disparaître légalement. À nos yeux, ces jobs sont destructeurs et les choisir c'est nuire en servant les intérêts de quelques-uns. »

Mis en ligne, le discours est vu et repris des millions de fois. Il sert de profession de foi à toute une génération de diplômés qui ne veut plus contribuer au désastre : celle des « bifurqueurs ». Cette rébellion est cruciale, tant l'une des grandes forces du capitalisme réside dans son pouvoir de captation

généralisée du génie humain. Or les étudiants sont de plus en plus nombreux à refuser de parvenir¹ au sein du système capitaliste : ils constituent environ 15 % des diplômés des grandes écoles. Au-delà des jeunes élites, il y a toutes celles et ceux qui s'adonnent au *quiet quitting* dans les grandes entreprises – une mutinerie générale sous forme de « démission silencieuse », dont le principe consiste à effectuer le strict minimum au travail pour enrouer ses directives absurdes.

L'exemple de la jeune militante Marie Chureau, lorsqu'elle se dresse physiquement pour interpellier bien en face le ministre des Transports, Clément Beaune (qui défend l'A69), à l'occasion d'une conférence sous les dorures de l'Académie du climat, est notable pour les mêmes raisons. Au lieu de rendre le micro aux animateurs qui la pressent, elle refuse de se laisser arraisonner par les gardiens du convenu et termine sa harangue sans bégayer : « Nous avons du courage pour lutter contre la crise climatique. Vous, vous ne faites rien. Vous n'avez aucun courage politique. » Un ton affranchi, qui tranche avec la bienséance habituelle.

La construction d'un front écologique

Une partie de la vulgate écologique reste accrochée à l'idée d'une transition possible au sein du capitalisme – ou en complément du capitalisme. En pratique, il suffirait de rendre dominante la « coalition post-carbone [...] composée des entreprises et des ménages ayant un intérêt à transitionner »,

1. Sur le refus de parvenir, lire *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*, de Corinne Morel-Darleux, publié aux éditions Libertalia en 2019.

en l'occurrence « des gens diplômés, vivant en ville et pouvant changer leurs habitudes à peu de frais¹ », dont la tâche serait ensuite de recueillir l'appui des classes populaires. Dans la mesure où elles sont dépendantes des hydrocarbures, ces classes populaires sont quant à elles renvoyées du côté de la « coalition carbone » au soutien des industries fossiles. Dans ce schéma, endossé par exemple par le philosophe Pierre Charbonnier : « La transition est un défi technique, avant d'être un défi économique et social². » Dans cette approche, seul l'enjeu climatique semble définir le ravage écologique, et l'incidence des rapports sociaux de production dans notre rapport général à la biosphère se trouve relativisée. Or, cette coalition verte, présentée comme hétérogène mais conscientisée, hétéroclite mais ouverte à la négociation, est en réalité essentiellement opportuniste et conservatrice. Au vrai, elle compose d'ores et déjà l'essentiel du champ environnemental institué et n'a jamais démontré la moindre efficacité écologique.

rupture
stratégie

À l'inverse, seule la constitution d'un front populaire peut armer sérieusement le rapport de force écologique. En premier

1. Pierre Charbonnier, « L'écologie ne doit pas prendre le contre-pied de la modernité », *La Croix*, 8 janvier 2024. Cette coalition post-carbone ressemble à ce que Bruno Latour, qui rejette lui aussi le paradigme de la décroissance, appelle « la nouvelle classe écologique » et dont les contours échappent à la lutte des classes dans son acception traditionnelle, d'après laquelle les classes sociales sont dérivées de leur place dans le mode de production capitaliste et constituées dans leur relation dialectique les unes avec les autres, et pas seulement à partir d'un simple objet de préoccupation commun. Voir Bruno Latour et Nikolaj Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, Paris, La Découverte, 2022. Un texte à destination des « Membres des partis écologiques et leurs électeurs présents et à venir ».

2. *Ibid.*

lieu, parce que « les classes populaires sont les plus directement touchées par les pollutions et les moins à même de se protéger des conséquences des dégradations sur leurs conditions d'habitat, la qualité de leur nourriture et leur accès à la nature », comme le remarquent l'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan dans leurs travaux sur « les principes de la planification écologique »¹. Ils notent d'ailleurs que « les populations racisées cumulent souvent les préjudices » et que « la multiplication des chaleurs extrêmes signifie des conditions de travail plus pénibles »². En second lieu, parce que les classes populaires partagent une même relation à la classe dirigeante : celle de l'exploitation et de l'exclusion. Elles seules sont donc fondées à renverser le régime politique du capitalisme où grandit le ravage écologique. Elles seules incarnent la possibilité d'une authentique révolution progressiste, à même de briser sur son passage les structures délétères de l'économie politique dominante. Sans elles, sans leurs colères, nul potentiel de changement radical. La tâche de l'écologie consiste alors à cultiver la conscience de classe et à enrichir la réflexivité du conflit social pour s'intégrer pleinement dans les batailles de l'émancipation. En l'occurrence : la bataille ouvrière, la bataille décoloniale, la bataille féministe.

Les travailleurs sont en effet situés à l'interface entre la nature et le capital : entre les ressources naturelles et les donneurs d'ordre. Ils sont donc le pivot principal du rapport entre la société et la biosphère, avec laquelle ils partagent une condition similaire.

1. Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer ? Les principes de la planification écologique*, Paris, Éditions Zones, 2024, p. 249.

2. *Ibid.*

Dans ses travaux sur l'exploitation du vivant, le philosophe Paul Guillibert explique ainsi comment les différentes composantes de la nature partagent le statut d'exploité avec les travailleurs, dans la mesure où tous deux sont soumis aux mêmes impératifs par le mode de production capitaliste. Cela implique pour lui « que les écologies d'émancipation doivent repartir de ces rapports capitalistes à la nature, structurés par des formes d'organisation du travail et orientés vers la production pour le profit. Si c'est moins le consommateur et l'ingénieur qui apparaissent comme les figures tutélaires de la transition, il faut remettre les travailleurs humains et autres qu'humains au cœur des luttes écologistes¹ ». La construction d'un front écologique dépend donc de « l'auto-organisation d'une classe ouvrière consciente des conditions socio-écologiques de la reproduction de la vie² ». Pour ce chercheur, « scinder en permanence le mouvement ouvrier du mouvement écolo est une stratégie du capitalisme³ » et « l'écologie politique ne pourra devenir révolutionnaire qu'à condition de devenir communiste ». Il appelle ainsi à réactiver le vieux répertoire de la lutte ouvrière, comme les grandes grèves internationales, afin d'établir un véritable rapport de force avec le patronat, jusqu'à l'établissement de « soviets verts ». Il rappelle aussi que l'idée d'une bifurcation équitable sur le plan social a déjà été imaginée dans les

1. Jean Bastien, « Exploiter les vivants : entretien avec Paul Guillibert », *Nonfiction*, 25 septembre 2023.

2. Joseph Confavreux, « Marx et les bêtes : pour une politique du vivant », *Mediapart*, 24 septembre 2023.

3. Léa Dang, « Adrien Cornet et Paul Guillibert : "Scinder en permanence le mouvement ouvrier du mouvement écolo est une stratégie du capitalisme" », *Socialter*, 14 février 2024.

années 1970, quand certains syndicats demandaient la création de fonds économiques destinés à indemniser les travailleurs des secteurs à démanteler.

Pour surpasser les craintes ouvrières, l'idée d'une socialisation plus large de l'emploi gagnerait à être popularisée, comme le propose par exemple l'économiste américaine Pavlina Tcherneva. Pierre angulaire du *green new deal* proposée par la gauche radicale américaine, la garantie d'emploi consiste à mobiliser la puissance publique comme employeur en dernier ressort, afin d'offrir à toute personne qui le souhaite un emploi salarié non indexé sur le marché dans les secteurs de l'environnement, du soin et plus largement de l'intérêt général. Ces emplois seraient supervisés au niveau local par des agences régionales chargées d'établir l'adéquation entre l'offre d'emploi et les besoins de la collectivité. Cela rendrait le droit au travail effectif. Un tel programme serait financé par de la création monétaire, mise directement au service des priorités budgétaires de l'État. « La garantie d'emploi vise à résoudre deux problèmes existentiels apparemment distincts mais en réalité liés organiquement : celui du changement climatique et celui de l'insécurité économique. À quoi bon un avenir écologique dans lequel les dangers du réchauffement planétaire auront été surmontés si [...] des populations entières continuent de mourir de faim ou de désespoir, en raison de la pauvreté, du chômage ou de la détresse économique¹ ? » défend Pavlina Tcherneva.

Au premier rang du ravage écologique, on trouve également les populations racisées ; celles qu'on évince du

1. Pavlina R. Tcherneva, *La Garantie d'emploi. L'arme sociale du Green New Deal*, Paris, La Découverte, 2021, p. 13.

territoire symbolique et politique principal en les regroupant dans des banlieues déconsidérées, celles qu'on prive de territoire autonome dans les pays du Sud, celles qu'on prive de territoire tout court, les réfugiés climatiques, forcés à l'exil. D'où l'absolue nécessité d'une écologie décoloniale et antifasciste. En ce sens, « l'écologie pirate » de Fatima Ouassak appelle à l'avènement d'un autre projet écologique, avec et pour les quartiers populaires, capable de replacer le combat contre le système « colonial-capitaliste » au centre du jeu. « Sans organisation autonome des quartiers populaires, seuls les quartiers pavillonnaires décideront de la manière de gérer la crise écologique et ils le feront en fonction de leurs seuls intérêts. L'autonomie politique des quartiers populaires ne pourra se construire qu'au travers d'une autonomie territoriale. Notamment parce que leur population est la plus dépendante pour sa subsistance. Seule une autonomie territoriale lui permettrait de reprendre le pouvoir de subvenir à ses besoins, de sortir de l'impossibilité de faire soi-même dans laquelle elle a été enfermée¹ », explique-t-elle. *Reprendre la terre*, c'est aussi mieux la répartir.

L'initiative « Verdragon » s'inscrit dans ce courant de pensée. Ouvert en juin 2021 par Alternatiba Paris et le Front de mères, en Seine-Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, le lieu se présente comme une « maison d'écologie populaire ». Son objectif : résoudre l'équation qui voit s'opposer les quartiers populaires déshérités à la préoccupation écologique. Dans ce lieu ouvert, de nombreuses discussions

1. Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate*, Paris, La Découverte, 2023, p. 147.

sont organisées et des initiatives communes voient le jour, où des complicités écologiques et sociales peuvent s'élargir.

L'écologie du futur est donc d'abord une politique du décentrement. En ce sens, elle doit porter la focale sur la situation des pays et des territoires dits du « Sud global », caractérisés par un faible niveau de développement et majoritairement situés dans la partie sud des continents. Dans sa démarche décoloniale, Malcolm Ferdinand appelle ainsi à « penser l'écologie depuis le monde caribéen ». Pour lui, l'écologie décoloniale renvoie à « un ensemble de courants, de mouvements politiques, de pensées et d'actions qui sont en capacité de mettre au même niveau l'urgence de préserver les écosystèmes d'un côté, et l'urgence d'une lutte contre les différentes discriminations raciales, contre les inégalités de genre et pour la justice sociale. C'est donc une pensée écologiste qui essaye de dépasser la double fracture entre mouvements environnementaux et mouvements décoloniaux¹ ».

Mais l'écologie du futur est aussi féministe. Le rapport d'exploitation et de domination imposé à la nature par le capitalisme s'applique également sur le genre féminin par le patriarcat. Les femmes sont en effet sujettes à un style d'aliénation similaire, quand elles ne sont pas tout simplement renvoyées à leurs « fonctions naturelles ». Non seulement elles subissent une domination structurelle, mais elles sont dévalorisées comme des sujets secondaires sur lesquels les sujets dominants peuvent se décharger : de leurs pulsions, de la conduite de la vie quotidienne, de la « charge mentale », etc. Elles sont en quelque sorte considérées comme quantité négligeable, mais

1. « Malcolm Ferdinand : "La manière de parler des territoires d'outre-mer est politique" », Mediapart, 25 novembre 2020.

disponibles à l'envi, cependant qu'elles subissent une pression essentielle dont elles ne peuvent se défaire.

L'« écoféminisme » apporte ainsi une contribution essentielle à la lutte contre les tendances despotiques de l'ennemie principale, la classe capitaliste. Le terme a été forgé dans les années 1970 par Françoise d'Eaubonne, également co-fondatrice du Mouvement de libération des femmes (MLF), qui écrit : « C'est une urgence que de souligner la condamnation à mort, par ce système à l'agonie convulsive, de toute la planète et de son espèce humaine, si le féminisme, en libérant la femme, ne libère pas l'humanité tout entière, à savoir, n'arrache le monde à l'homme d'aujourd'hui pour le transmettre à l'humanité de demain¹. » Pour elle, capitalisme et patriarcat sont les deux faces d'une même médaille, car ils partagent la même fièvre de « l'illimitisme », soit le développement d'une prédation sans limite interne.

Pour autant, si ces formulations théoriques et ces foyers militants commencent à être aboutis sur les plans conceptuels et discursifs, ils peinent encore à se matérialiser en pratique à une échelle assez large pour charpenter un front écologique suffisamment conquérant pour gagner. Pour une raison simple : les principaux intermédiaires de l'environnementalisme n'ont pas encore admis qu'entre le capitalisme et la pérennité de notre unique écosystème, il existait une contradiction absolue.

1. Françoise d'Eaubonne, *Le Féminisme ou la mort*, Paris, Éditions P. Horay, 1974 ; réédition en format poche, Lorient, Éditions le Passager clandestin, 2024.

Les contradictions écologiques du capitalisme

En définitive, le problème de fond des écologistes réside dans leur incapacité à être anticapitalistes. C'est pourtant dès le 14 juin 1912 que l'hebdomadaire *Rodney and Otamatea Times* publie un entrefilet scientifique qui établit un lien de causalité entre la combustion mondiale du charbon à un niveau industriel et la hausse des températures, envisageant des conséquences massives pour les siècles à venir. Il y a cent dix ans, donc. Néanmoins, au moment où nous écrivons ces lignes, alors que la hausse des températures est fermement enclenchée, la consommation de charbon n'a toujours pas diminué : elle atteint un niveau record. En outre, la plupart des majors de l'énergie continuent d'investir dans de nouvelles infrastructures fossiles : on en répertorie au moins 425 à l'échelle de la planète, début 2022. Manifestement, sensibiliser ne suffit pas.

Cette réalité élémentaire démontre que le ravage écologique n'est pas un simple accident du capitalisme, mais le principe même de son fonctionnement. La « croissance verte¹ » n'existe pas : aucun découplage sérieux entre émissions de CO₂ et croissance du PIB n'a jamais été réellement observé². De même, la « finance verte³ » n'est jamais sortie de l'état de fausse promesse. Par exemple, environ la moitié des fonds commercialisés en Europe sous l'étiquette

1. Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Paris, Seuil, 2022.

2. Romaric Godin, « Crise écologique : l'illusion du découplage avec la croissance », Mediapart, 6 décembre 2023.

3. Alain Grandjean et Julien Lefournier, *L'illusion de la finance verte*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2021.

« durable » financent des énergies fossiles¹. Pour une raison simple : le capitalisme entre en contradiction directe – et définitive – avec la préservation des ressources naturelles qui composent la biosphère et rendent la planète habitable à l'espèce humaine. En ce sens, il entre en contradiction avec lui-même, puisqu'il dégrade de manière irréversible les ressources dont il a besoin pour fonctionner. Il est temps pour les écologistes de faire tomber ce funeste tabou.

Le capitalisme repose sur la propriété privée des moyens de production. Pour justifier l'investissement dans l'acquisition et la mise en mouvement de ces moyens de production, il faut que l'opération soit rentable, c'est-à-dire qu'elle dégage du profit. Ce profit se réalise au niveau de la marchandise. Or la marchandise comprend des savoirs, du travail et des matières premières, c'est-à-dire des ressources naturelles. Pour accumuler des profits par l'intermédiaire de l'appareil productif, il faut donc multiplier sans cesse les marchandises et étendre les infrastructures du marché, donc intensifier les flux de matières, donc exercer une pression exponentielle sur les ressources naturelles. Par conséquent, dans son essence même, le capitalisme propose un régime d'accumulation contradictoire avec les équilibres vitaux de la biosphère, qu'il exploite et anéantit pour atteindre son but intrinsèque : c'est sa contradiction écologique primaire.

Celle-ci est renforcée par des contradictions écologiques secondaires. Pour multiplier les marchandises en circulation, les capitalistes doivent sans cesse trouver de nouveaux débouchés, notamment en cultivant des besoins artificiels, souscrivant

1. « Ces fonds d'investissement "durables" qui n'ont de vert que le nom », *Le Monde*, 30 avril 2024.

alors à une forme d'*anarchie* dans la production : cela entre en contradiction avec la notion même de *planification* écologique, qui implique un pilotage pondéré. Pour étendre l'empire de la marchandise, les capitalistes font ainsi primer la valeur d'échange sur la valeur d'usage : cela entre en contradiction même avec la notion de sobriété, fondée sur les besoins essentiels. Pour trouver de nouvelles occasions de rentabilité, le capitalisme tend également à privatiser les ressources naturelles : cela entre en contradiction avec la sanctuarisation nécessaire des biens communs. Par ailleurs, dans un système capitaliste, les externalités négatives de la production n'entrent pas en ligne de compte dans la création du profit (car il est impossible de leur fixer une valeur commerciale) : cela entre en contradiction directe avec le respect permanent de l'environnement.

De même, en invisibilisant le processus de production, le fétichisme de la marchandise entre en contradiction avec l'élaboration d'une conscience claire et constante des impacts de la production sur la biosphère. En outre, dans un système capitaliste, l'antagonisme entre les détenteurs des moyens de production et les travailleurs divise la société en classes sociales opposées : cela entre en contradiction avec le consensus politique nécessaire pour mettre en œuvre une péréquation égalitaire dans l'usage des ressources naturelles. De plus, ces antagonismes aboutissent à des inégalités majeures, lesquelles entrent en contradiction avec l'acceptabilité sociale de la contrainte écologique, qui implique un partage de l'effort équitable dans la réduction drastique de notre empreinte matérielle globale. En les mettant en concurrence entre eux, le capitalisme affaiblit aussi la conscience de classe des opprimés et fragmente la résistance, ce qui entre en contradiction avec

la perception populaire de l'intérêt général qui doit motiver la rupture écologique.

Au surplus, pour dominer la vie symbolique, le capitalisme envahit l'espace public de marques et d'enseignes qui proclament le triomphe de la marchandise, auxquelles appontent un grand nombre d'attachements cognitifs : cela entre en contradiction avec la multiplication des énoncés scientifiques, philosophiques, sociologiques et politiques dont nous aurions besoin pour prendre la juste mesure de la situation écologique et la faire entrer dans l'Histoire. Par ailleurs, le capitalisme génère une concentration du pouvoir économique dans les mains d'une minorité, lequel est aussi – et avant tout – du *pouvoir politique*, puisqu'il fournit des leviers déterminants ~~pour acheter la décision publique~~¹. Si bien que la planète subit la tyrannie de la minorité, ce qui, face au péril existentiel de l'effondrement général, entre en contradiction avec la liberté démocratique dont nous avons besoin pour nous organiser. Au sein du régime capitaliste, la cité tend effectivement à perdre son autonomie délibérative et son pouvoir politique, donc sa capacité d'action écologique. Enfin, en basant l'essentiel de l'expérience productive sur le profit, le capitalisme transforme les êtres humains en simples moyens²,

1. Pour reprendre une formule pénétrante du sociologue Georg Simmel dans sa *Philosophie de l'argent* (1900), « [le capitalisme] impose la possibilité de toutes les valeurs en tant que valeur de toutes les possibilités ». Ainsi, « aucune instance intermédiaire de l'existence ne réalise cette prédation de l'objectif final avec autant d'ampleur et de radicalité que l'argent », voir Georg Simmel, *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF, « Quadrige », 2014, ici p. 274-275.

2. « Dans le règne des fins tout a un *prix* ou une *dignité*. Ce qui a un prix peut aussi bien être remplacé par quelque chose d'autre, à titre

au lieu de les considérer comme des fins en soi, produisant par là des subjectivités égoïstes et apathiques en série, des sujets en partie déshumanisés, gagnés par le cynisme et l'indifférence : cela entre en contradiction avec la vitalité morale, le sens du devoir et l'engagement politique dont nous avons besoin pour nous mettre au service les uns des autres dans ce moment si particulier de l'Histoire. Contre le néhisme capitaliste dont la maxime implicite est « après moi le déluge », l'écologie authentique prône au contraire le respect du suivant et l'impératif catégorique : « Je dois toujours me conduire de telle sorte que je puisse aussi vouloir que ma maxime devienne également une loi universelle¹ », professe Emmanuel Kant dans un aphorisme indépassable. Dans un monde qui devient inhabitable, hostile à l'espèce humaine, l'humanisme exige en effet que cet impératif catégorique imprègne l'ensemble de nos actions : notre attitude ~~est-elle universalisable~~ dans le cadre des limites planétaires ?

Par essence, le capitalisme produit donc un rapport contradictoire de l'humanité à la terre. Mais il n'est qu'un instant figé dans l'Histoire. À nous d'en faire une figure provisoire avant qu'il ne transforme le monde en nécropole silencieuse. Faire reculer la classe capitaliste partout constitue donc la seule tâche écologiste qui vaille. Remplacer la transition écologique par la fin du capitalisme, son unique programme. Il est temps de l'assumer pour gagner.

d'équivalent ; au contraire, ce qui est supérieur à tout prix, ce qui par suite n'admet pas d'équivalent, c'est ce qui a une dignité. » Voir Emmanuel Kant, dans *Fondements de la métaphysique des mœurs* (1785), traduction nouvelle avec introduction et notes par Victor Delbos, Paris, Librairie Delagrave, 1971, p. 160.

1. *Ibid.*, 159.

pour pos-